L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, DIMANCHE MATIN, 24 MAI 1868.

DUFOUR & LISLET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DES ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $12; par semestre, $6; par trimestre, $3;
Prix d'un numéro, 10 centis.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $6; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces ordinaires, pendant la tour de cinq fois en diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTIS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces judiciaires bi-hebdomadaires, $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces quotidiennes judiciaires, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les mariages et décès, dans la page éditoriale, paieront $2 50 le carré pour une.

Les personnes faisant régulièrement et ouvrant des annonces ouvert, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces ordinaires, bi-hebdomadaires et quotidiennes, avec ou sans changement.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées en bloc.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nouveaux leur sont envoyés à la fin de chaque mois.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en dernier, voir à la page anglaise.

NOUVELLE-ORLEANS:
DIMANCHE MATIN, 24 MAI.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs.—Une partie de terre située dans la paroisse d'Orléans, sur la rive droite du fleuve, dans l'îlet borné par les rues Olivier, Peter, Alix et Gosselin. Aussi, un grand nombre de propriétés dont on trouvera la description aux colonnes d'annonces. Et à 10½ heures A. M., au No 7 rue St-Pierre, batisses Pontalba, le fonds d'un marchand tailleur. De plus, à 5 heures P. M., rue de Chartres, entre Ste-Anne et St-Pierre, vis-à-vis la place Jackson, un cheval bai.

Voir aux annonces.

Steamer Sherman. — Les agents de la ligne du pacquebot à vapeur des Marchands nous apprennent que le steamer Sherman, parti de New York pour la Nlle-Orléans, a dû, par suite d'un accident à sa machine, relâcher à Charleston, où il restera une semaine.

Les débris de la cause perdue.—Le vénérand E. Fontaine, un savant distingué dont la Louisiane sera bientôt le regret de perdre les services, car on annonce qu'il doit nous quitter, prononcera, lundi soir à 8 heures, dans la salle du Lyceum, un discours sur le sujet qui forme le titre de ce paragraphe. Un orchestre sous la direction du professeur Hoffner exécutera quelques morceaux de circonstance. Le prix d'entrée est fixé à 50 cents, et le produit de la recette est destiné à faire l'acquisition d'une bibliothèque pour l'Hôpital des Soldats du Sud. Nous engageons nos lecteurs et particulièrement les jeunes gens à aller entendre cet orateur.

Programme de la Fête Champêtre. — Nous avons déjà parlé de cette fête et du grand tournoi, combinés, qui doivent avoir lieu aux Fair Grounds, dans un but de charité, du 26 au 30 du courant. Nous avons dit quels étaient les noms honorables sous les auspices desquels la fête est préparée. Il nous reste à appeler l'attention de nos lecteurs sur l'immense programme qu'on trouvera plus loin. C'est un programme de cinq journées bien distinctes par les jeux et amusements auxquels elles sont consacrés. Musique, courses de mulets, jeu de cricket, concert et danses, course de haies, course au clocher, tir à l'arc, luttes entre pompiers, représentations dramatiques, grand tournoi, et feux d'artifice tous les soirs. Ce n'est là qu'une faible partie des amusements dont les Fair Grounds seront le théâtre. On peut dire avec certitude que toute la ville s'y portera.

Theatre de l'Opera.—Les habitués de l'Opéra apprendront avec plaisir que M. Calabresi, a réengagé, pour la saison prochaine, M. Van Hoffen, première basse de grand opéra, dont le mérite comme chanteur a été hautement apprécié. Nous apprenons que cet artiste va passer l'été à la Base St. Louis, où il se propose d'utiliser ses loisirs en donnant quelques leçons de M. Van Hoffen a obtenu un premier prix au Conservatoire de Bruxelles, et sa manière de chanter révèle chez lui une excellente méthode, aussi croyons-nous qu'il peut faire un bon professeur.

Nous ne connaissons encore rien de précis sur les autres réengagements que pourra faire M. Calabresi, nous avons seulement que plusieurs des principaux artistes de la troupe lyrique sont déjà partis ou doivent prochainement partir pour France.

L'Exposition de la Louisiane. — Nous avons reçu de la Société le rapport sur la seconde grande Exposition agricole et industrielle de la Louisiane qui a eu lieu du 7 au 19 janvier 1868. Il contient un exposé par le président, I. N. Marks, dans lequel nous voyons que doré navant les Expositions seront lieu en mois d'avril de chaque année, puis le texte anglais des discours prononcés à la dernière Exposition, la liste des prix accordés, et le texte des Essais qui ont obtenu des prix sur les sujets proposés relatifs à l'agriculture et à l'industrie.

Eaux Minérales.—L'idée de faire vendre les eaux minérales en verre pour la commodité des consommateurs, tout à en augmenter l'usage. Le docteur Hamburg Smith vendant généreux le débit de ses eaux de Kissimi gen et de Vichy à prix des arrangements, pour en faire vendre par verre, et glacé, dans un certain nombre d'établissements dont on trouvera la liste dans l'annonce. Les eaux de Kissingen ont la réputation d'être spécifiques et toniques, et d'avoir des propriétés curatives dans les affections chroniques du foie. Les eaux de Vichy sont alcalines et sont excellentes pour les personnes qui ont la gravelle ou une tendance à la formation de calculs.

Grande réduction de prix.—M. E. GIQUEL rue du Canal, No 126, annonce aujourd'hui dans ses colonnes que partant bientôt pour l'Europe, afin d'y faire ses achats pour la saison prochaine, il offre à vendre à une très grande réduction de prix son stock de marchandises qui est un des plus riches et des mieux assortis de la ville. Le public est invité à aller le visiter.

Forestalleurs, Faiseurs, Fournisseurs, etc. — Nous appelons l'attention de nos acheteurs de gros et de détail sur l'annonce de MM. Levi & Navra, No 171 rue Poydras, et 174 rue du Canal. Cette maison a réduit le prix de ses articles qui seront désormais pendant quelque jours à très bon marché, afin de faire place aux marchandises d'automne. Voir l'annonce pour les détails.

Sirops par excellence. — M. E. Turpin, rue de la Vieille-Levée, No 52, entre St-Louis et Conti, annonce qu'il a à vendre toute espèce de sirops d'une qualité supérieure, et garantis de sa fabrique. Ces sirops sont variés et composés de l'ananas des fraises les plus savoureux. Nous engageons le public à en faire l'essai.

Appareils à Soda. — M. F. S. Wehrmann, fabricant de soda, est venu à la Nouvelle-Orléans pour la vente des appareils de soda de Andrew J. Morse à Boston, appareils qui ont remporté le prix à l'Exposition de la Louisiane.

Soda. — Nous appelons l'attention des amateurs de soda sur l'annonce de M. McKenna, successeur de M. McCloskey et McKenna. Il vient de recevoir l'ancien établissement Logan, au coin des rues de Canal et Dauphine. On y trouvera dorénavant toute la crème de la crème, des pâtisseries, confitures, glaces, &c.

Steamer de Cuisine. — M. Hinds & Co., rue Carondelet, No 6, annonce du nouveau un assortiment de nature blanche, d'ustensiles et de fantaisie, qu'ils viennent à leur prix. Voir l'annonce.

—On lit dans le Courrier des Etats-Unis, du 21 mai:

Dans un récent article, le Courrier des Etats-Unis, inexactement informé, a dit que le Bureau de la Recorder entre le substitut d'un [illegible] de la guerre au démocratie et de fantaisie, qu'ils vendent à bon prix. Voir l'annonce.

Dans un récent article, le Courrier des Etats-Unis, inexactement informé, a dit que le Bureau de la Recorder entre le substitut d'un [illegible] de la guerre au démocratie et de fantaisie, qu'ils vendent à bon prix. Voir l'annonce.

Devant la commission du budget M. le général Pleasonton a déclaré à plusieurs reprises que le seul parmi tous les généraux qui ont commandé en France à la hauteur de celui des puissances voisines.

M. Rosher n'a pas consenti cette nécessité.

D'ailleurs, aucune parole des deux ministres n'a été de nature à faire penser que la paix de l'Europe fût être menacée.

On trouvera la liste des lettres à la 2me page.

Le Président et le Congrès des Etats-Unis.

Sous ce titre, M. J. Magne, l'un des anciens propriétaires de l'*Abeille* et un des jurisconsultes les plus justement estimés de la Louisiane, vient de publier dans la *Revue britannique* (No 2 de février 1868) une remarquable étude historique sur le conflit qui s'est élevé aux Etats-Unis entre le chef du pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Rigoureusement exact dans l'exposé des faits, l'écrivain est d'une logique irréfutable dans son argumentation sur les questions constitutionnelles.

La *Revue britannique* est une publication internationale fort estimée en France, et nous sommes heureux d'y trouver un exposé aussi impartial des question de droit public américain, questions qui sont généralement peu connues des lecteurs et même des journalistes français.

Voici un extrait de l'article de M. Magne, extrait qui permettra d'apprécier la valeur et l'importance de son travail :

. . . . . .

III

Telle était la situation des choses à la mort de Lincoln ; et les républicains se hâtèrent de tirer parti de ce déplorable événement et de s'exploiter à leur profit, en en accusant calomnieusement le Sud, afin d'y trouver un prétexte à de nouvelles rigueurs et d'atteindre plus sûrement leur but. Dans le langage du fabuliste :

Ne pouvant trouver aucun prétexte à faire,
Leur bien premièrement et puis le mal d'autrui.

Mais cette mort avait mis en lumière un personnage peu connu jusqu'alors, le nouveau Vice-Président.

Andrew Johnson était un ancien démocrate, mais ministre sudiste et l'adversaire déterminé de la séparation et des séparatistes de toutes les nuances. Depuis le commencement de la guerre, il avait constamment et courageusement soutenu l'administration fédérale, et contre la majorité de son Etat, le Tennessee, et contre la confédération du Sud ; ce furent ces considérations, sans doute, qui le portèrent à la vice-présidence lors de la seconde élection de Lincoln. Le Sud, qui n'avait pour lui nulle sympathie, déplorait doublement l'assassinat de Lincoln ; et par l'horreur que doit toujours inspirer un pareil crime, particulièrement réprouvé par les mœurs américaines, et parce que l'on s'attendait à trouver le nouveau Président plus hostile et plus sévère que l'ancien, dont on connaissait la bonté et la modération. Aussi, quoique Johnson déclarât, dans son premier message au Congrès, qu'il entendait suivre strictement la ligne de conduite que s'était tracée son prédécesseur, quoiqu'il conservât son cabinet sans y faire aucun changement, le Sud était loin d'être rassuré et regrettait Lincoln, bien qu'il eût, on ne l'avait pas oublié, à se plaindre de lui, à cause de la manière plus que rigoureuse avec laquelle il avait dirigé les hostilités.

Les républicains, de leur côté, pensaient que le nouveau Président serait plus flexible encore que l'ancien et pourrait être facilement amené à partager leurs animosités et projets ; de fait, pendant quelque temps il parut vouloir marcher avec eux.

Mais, à la grande surprise des uns et des autres, il ne tarda pas à montrer qu'il avait pris ses fonctions au sérieux, qu'il entendait remplir ses devoirs et exercer ses droits tels qu'ils étaient tracés par la constitution. Ainsi, en tenant compte du programme du parti qui l'avait élevé au pouvoir, mais sans autre but que l'intérêt de la république, il proclama, à cette occasion mémorable, il proclamait hautement ses intentions : " Les affaires du pays sont, en ce moment, dans une position presque aussi critique que pendant la période de guerre. Alors, le pouvoir exécutif forçait à agir, à détruire le gouvernement. La tentative de détruire le gouvernement par la force n'est pas plus dangereuse pour la stabilité de la nation que celle de le miner et de le dénaturer en faussant aux pieds les garanties protectrices de la liberté du peuple écrites dans la constitution. Ma position est prise, mes devoirs nettement tracés : je *défendrai* et maintiendrai la constitution contre les efforts de quiconque l'attaquera, de quelque part que s'élèvent ces attaques. "

Président de ces principes, le Président John son se pouvait approuver la nouvelle et singulière doctrine inventée par les républicains pour les besoins de leur cause : cette doctrine était non-seulement fausse, mais en contradiction avec le programme et les protestations du parti depuis le commencement de la guerre, contraire également à l'intérêt public et à la plus haute conception de la constitution.

Telle est l'origine de la lutte. Examinons maintenant quels sont les faits et qui avait raison, d'après les principes du droit constitutionnel.

IV

On a déjà vu que les républicains avaient, dès l'origine et jusqu'à la fin de 1864, hautement manifesté leur intention " que les Etats n'eussent pas le droit de se séparer, " et, comme conséquence, que la guerre contre ceux qui avaient tenté la séparation n'avait d'autre objet que de maintenir l'intégralité de l'Union. Ce point de vue, la guerre était juste, puisqu'il n'agissait uniquement de forcer les Etats séparatistes à remplir leur devoir comme membres de l'Union.

N'ayant pas le droit de sortir et, par conséquent, *ne pouvant pas sortir* de l'Union (impossibilité morale étant, un droit, tout justement assimilée à l'impossibilité physique), ils sont et doivent être censés, — par une fiction légale universellement admise, — n'être jamais sortis : car ce qui est fait contre le droit est censé n'être pas fait. Parlant de ce grand principe, qui de la morale a passé dans le droit, M. Hallo, dans son excellent ouvrage *Du régime constitutionnel*, s'exprime ainsi : " *Ne pas pouvoir*, qu'on veuille bien s'arrêter à ces mots et les peser. Le monde n'en saurait trouver de plus sens ; les hommes d'Etat semblent ne pas s'en douter, on ne s'en donnent que pour s'en jouer ; les jurisconsultes seuls le savent bien et le professent. Je ne connais pas de principe plus beau que l'assimilation des choses illégales aux choses impossibles ; c'est une fiction touchante de cœur que celle qui la loi défend comme étant hors de nos facultés. L'honneur en remonte à la loi romaine : *Nam factis quæ fadant pactates, exstimationes, mercandatio nostrum, et (ut ego sæpe dixi) ipsa natura vetat non posse fieri, nec fuerre nos posse, credendum est.* Le prince des jurisconsultes du seizième siècle, Dumoulin, dit que l'impossibilité légale n'est non-seulement le droit, mais jusqu'à la faculté de fait. "

Et, chose remarquable ! C'était l'argument des républicains eux-mêmes lorsqu'ils soutenaient que les confédérés ne devaient pas être traités en belligérants : " Les Etats du Sud, disaient-ils, n'avaient pas le droit de se séparer ; donc, en droit, ils ne sont pas sortis de l'Union ; donc, ils sont des rebelles, non des belligérants. "

En effet, les prémisses de ce raisonnement (laissant de côté la conclusion qui ne supporte pas l'examen) étaient rigoureusement vraies et seules pouvaient justifier la guerre : car si le Sud avait eu le droit de se séparer, la guerre eût été souverainement injuste ; elle eût été une guerre d'oppression comparable aux invasions des barbares.

" C'est là, dit on, de la métaphysique. " Sans doute, la morale et le droit sont de la métaphysique, comme est appréciateur intime du bien et du mal ; la conscience, comme que ce soit et nos devoirs, comme l'honneur et le patriotisme, comme le sentiment du vrai, du beau, du bien, comme tout ce qu'il y a de grand et de bons encore, de plus auguste et de plus sacré au monde. Détruisez cette métaphysique et vous nous ravalerez au niveau des bêtes brutes.

Nous dirons encore : " La loi de rébellion, les Etats du Sud ont perdu leur autonomie, comme punition de leur crime. " Etrange doctrine ! après avoir nié le droit comme étant de la métaphysique on a la prétention de punir comme criminels des Etats, des corporations ou corps politiques, c'est-à dire des êtres essentiellement métaphysiques : comme si des êtres de cette nature pouvaient commettre des crimes !

Ecoutons Blackstone dont l'autorité ne saurait être méconnue par des Américains, puisqu'il est, pour ainsi dire, la source de leur droit criminel : " Corporations ne peut être partie à une action pour voies de fait, car elle ne peut ni battre ni être battue ; elle ne peut commettre ni trahison ni félonie, ni aucun autre crime contre un particulier. Elle ne peut commettre ni parjure ni être jurée, ni aucun autre acte individuels ; par conséquent, une corporation n'est pas passible à l'égard d'un autre aux traitres ou félons, n'étant pas susceptible de peines corporelles, ni de forfaiture, ni de confiscation, ni d'attainder ou mort civile. " (Liv. 1er, p. 476 et passim.)

Cela est évident. On peut punir les individus composant un corps politique, mais non le corps politique lui même, parce que la loi pénale ne peut s'exercer que des personnes physiques. Ainsi, dans le matière qui nous occupe, on peut rechercher individuellement les fauteurs et les complices de la séparation ou de l'insurrection, et les punir suivant toute la rigueur des lois ; mais les Etats, corps politiques, êtres de raison, ne peuvent être jugés, parce qu'ils ne peuvent commettre de crimes. La loi pénale ne saurait affecter que des personnes prises individuellement.

On dit enfin : " Le Sud s'est révolté, nous l'avons vaincu et, par les lois de la guerre, nous sommes devenus ses maîtres ; nous pouvons donc en disposer comme il nous plaît. "

Cela aurait pu être vrai dans l'antiquité païenne ou le vainqueur devenait le maître de ses ennemis vaincus et pouvait les tuer ou les réduire en esclavage ; mais dans les temps modernes la règle maintenant admise par tous les publicistes et par toutes les nations civilisées, est que, pendant la guerre, on peut faire à son ennemi autant de mal qu'il est nécessaire pour le forcer à faire ce qui est juste, mais rien de plus. Et le but de la guerre obtenu, les choses doivent rentrer dans leur état normal.

Pendant la guerre civile, les républicains ont fait au Sud plus de mal qu'il n'était nécessaire et on fait pour les retenir dans l'Union ; ils ont décrété des confiscations iniques au mépris de la constitution ; et non contents de cela, ils veulent encore les traiter comme les peuples traitaient leurs ennemis vaincus ! Le possible s'étonnera de voir de telles prétentions affichées en dix assemblées sérieuses et on jugera les auteurs avec une juste sévérité.

On peut lire leur condamnation dans un de leurs auteurs dont l'ouvrage sur le droit des gens est universellement connu et estimé, Henry Wheaton dit, en effet : " En général, on peut établir un principe que les droits de la guerre ne peuvent être exercés contre [illegible] l'objet de la guerre. " (Wheaton, *International law*, p. 395.)

Par conséquent, le but de la guerre étant de forcer le Sud à rentrer dans l'Union, on doit, dès qu'il a déposé les armes et déclaré se soumettre, l'accueillir comme le père de l'enfant prodigue. Ce serait impolitique, de plus, et, en s'en jamais cessé d'être, dans l'Union, et l'on ne peut refuser d'admettre les représentants au Congrès sans une flagrante injustice. Il y a plus, on ne peut transformer la majorité du Congrès en une oligarchie tyrannique ; à proprement parler, il n'y a pas de Congrès, car le Congrès ne se compose que des représentants de tous les Etats présents ou dûment appelés ; donc, sans ce qui se fait depuis que les représentants [illegible] ont été repoussés, est nul et sans un [illegible] devoir [illegible] tel par les pouvoirs compétents.

Enfin le corps judiciaire, dont l'autorité est si grande en pareille matière, a toujours reconnu, quand [illegible] le pouvoir exécutif, que les Etats de la Confédération [illegible] sont sortis de l'Union ; sur les actes des Etats-Unis siégeaient en Louisiane en 1863, n'ont cessé d'y siéger depuis et ont constamment siégé dans tous les Etats du Sud depuis la fin de la guerre.

Les républicains eux-mêmes savent bien que leurs prétentions ne sont pas fondées. Ainsi, après avoir adopté l'amendement à la constitution abolissant l'esclavage, ils l'ont envoyé *aux Etats*, — c'est-à-dire aux Etats du Sud comme aux Etats du Nord, — pour obtenir leur approbation : ce qui était une reconnaissance de leur autonomie comme Etats. Et ce n'est qu'avec l'approbation de huit Etats séparatistes du Sud que l'amendement a été adopté.

Le secrétaire d'Etat, en publiant l'adoption de cet amendement constitutionnel, à la date du 18 décembre 1865, disait : " L'Union se compose maintenant de trente six Etats, et vingt-sept de ces Etats ont adopté l'amendement, qui se trouve, par conséquent, approuvé par la majorité constitutionnelles des trois quarts des Etats et fait partie de la constitution. " — Maintenant, en décomptant ce vote, on trouve seize Etats sans esclaves et onze Etats à esclaves,—dont huit avaient fait partie de la confédération du Sud ; de sorte que si l'on retranchait le vote de ces huit Etats, l'amendement ne serait pas adopté, car le chiffre de vingt-sept Etats forme strictement les trois quarts (de trente-six) requis par la constitution.

Plus tard encore, un autre amendement à la constitution a de même été soumis à leur approbation et n'a pas été adopté. On les reconnaît donc comme Etats faisant partie de l'Union ; car ces territoires n'ont jamais eu, aux termes de la constitution, à délibérer sur de pareilles matières.

Or, il est impossible que ces malheureux Etats soient et ne soient pas des Etats, suivant le caprice des républicains ; il n'est pas possible qu'ils soient des Etats pour approuver ou rejeter des amendements à la constitution, et qu'ils ne soient pas des Etats quand il s'agit d'admettre leurs représentants au Congrès. A quelque point de vue que l'on se place pour examiner la question, on arrive toujours au même résultat : injustice et oppression de la part du prétendu Congrès.

V

Ainsi, les Etats du Sud étant, et n'ayant jamais, en droit, cessé d'être dans l'Union, le Congrès, tirant d'admettre leurs représentants, commet un excès de pouvoir. Examinons maintenant, toujours au point de vue du droit constitutionnel, les conditions qu'il a l'étrange prétention d'imposer.

Et comme chaque Etat détermine souverainement quels sont ceux qui ont le droit de suffrage, et à quelles conditions, pour élire les représentants dans les législatures, il n'en sait qu'il le détermine ainsi pour l'élection des représentants au Congrès. Seulement, comme il est possible que l'Etat ait deux catégories d'électeurs, une pour l'assemblée la plus nombreuse (la Chambre des représentants de l'Etat, par exemple) et une autre pour l'assemblée la moins nombreuse (le Sénat d'Etat, par exemple), la constitution déclare que les électeurs de l'assemblée la plus nombreuse de l'Etat seront aussi les électeurs des membres de la Chambre des représentants au Congrès.

Les sénateurs des Etats-Unis sont élus par les législateurs de l'Etat, non par le peuple.

Il n'en contestait ce fait,—s'ailleurs de notoriété publique,— " que chaque Etat détermine souverainement quelles sont les qualités requises de ses électeurs, " nous renverrons aux Commentaires de la constitution de Story et de Kent, où l'on donne, en effet, cette raison. Mais ce droit exclusif d'adoptées par chaque Etat de l'Union, conditions fréquemment modifiées suivant les temps, en même temps que le caprice de peuple de chaque Etat, souverain juge de ce qui lui convient en cette matière.

Il est des Etats, par exemple, où l'étranger ne peut être électeur que dans un délai après avoir été naturalisé ; d'autres, où il peut voter de suite après sa naturalisation ; il en est qui don naissance le droit de suffrage aux étrangers non naturalisés : il en est qui exigent une contribution foncière ; d'autres, un certain degré d'instruction ; d'autres, le payement d'une contribution plus ou moins élevée ; il en est peu, même dans les Etats du Nord et de l'Ouest, qui donnent le droit de suffrage aux nègres, et ceux qui le leur donnent, ne le font que depuis peu, et y mettent, presque tous, des conditions de propriété ou d'instruction, conditions auxquelles les électeurs blancs ne sont pas assujettis. Le temps de résidence dans l'Etat, avant d'être électeur, varie à l'infini, de sorte qu'on trouverait à peine, dans l'Union, deux Etats ayant les mêmes conditions d'électorat. Ce qui est certain, c'est que tous les Etats exigeaient un cens électoral plus ou moins élevé ; graduellement le cens diminuait ou tend à disparaître, mais avec des différences infinies et des fluctuations pour ainsi dire incessantes.

Les Etats sont, à juste titre, glorieux de faire partie intégrante de la grande république et de l'influence qu'elle exerce déjà dans le monde ; ils regrettent, — la nature humaine est ainsi faite, — les portions de leur souveraineté qu'ils ont aliénées en adoptant la constitution fédérale actuelle, et ils tiennent d'autant plus à conserver intactes les portions de ce droit souverain qu'ils se sont réservées, au nombre desquelles est ce droit de déterminer souverainement à qui, et à quelles conditions, sera accordé le droit de suffrage,—droit dont ils ont toujours joui, car ils en jouissaient même alors qu'ils n'étaient que colonies dépendantes de la couronne britannique.

Or, ce droit qu'ils ont toujours possédé sans contexte, ce droit qu'ils se sont réservé et que leur garantit la constitution, de l'avez de tous les partis, on veut le leur enlever, on veut leur ôter, au moyen d'une loi du Congrès, quelque ce soit une matière à laquelle le Congrès n'est pas le droit de toucher ! N'est ce pas une violation de la constitution ? Et le Président n'a-t-il pas eu raison de frapper de son veto, malheureusement impuissant, une loi si clairement contraire aux principes les plus élémentaires du droit public américain ?

C'est aux Etats seuls, individuellement, de s'occuper de cette question et de décider ce que l'intérêt public et l'intérêt de chacun d'eux leur commandent de faire. Le Congrès ne peut agir que dans le cercle d'action qui lui est tracée par la constitution : hors de ces limites — et c'est ici le cas — il commet, en agissant, une usurpation et ses actes sont, en droit, frappés de nullité.

Mais en supposant même que le Congrès eût le droit de traiter la question, la mesure serait encore inconstitutionnelle, comme constituant une législation partielle et partiale. La législation du Congrès doit être générale et s'appliquer également à tous les Etats. Or, ici, la mesure n'atteint exclusivement aux Etats du Sud, quoique la plupart des Etats du Nord et de l'Ouest n'accordent pas le droit de suffrage aux affranchis. Et pourtant, par l'effet de leur acte, ceux-ci deviennent sans inconvénient, puisque le nombre de ces affranchis y est peu considérable et que leur vote ne pourrait avoir, en aucun cas, d'influence sérieuse sur leurs élections ; tandis qu'au Sud, où ils sont en très grand nombre et tout nouvellement affranchis, leur influence peut avoir des conséquences désastreuses.

On ne pourrait donc arriver régulièrement à ce résultat qu'en faisant adopter un nouvel amendement consentant ; mais comment il sulèverait aux Etats une partie notable de leur souveraineté réservée, et qu'il établirait un inégalité entre eux, une position absolument inégalement plus de chances au Nord qu'au Sud.

Le Verdict et la Presse de New-York.

Nous résumons rapidement les opinions de la presse sur le verdict qui, en maintenant M. Johnson à la Maison-Blanche, a exercé une si glaciale influence sur les plus chauds amis de M. Ben Wade.

Le *Herald*, après avoir constaté que l'*impeachment*, comme un vil reptile, n'est fait écraser dans le trou qu'il avait choisi pour refuge, remercie chaleureusement les sénateurs de n'avoir pas en profiter du seul moyen qui leur restât de racheter leur odieuse conduite et de faire croire à leurs partisans que, dans le procès, ils se fussent laissé guider par leur conscience. Ce moyen, c'était, dès qu'ils ont vu le sort de l'article II, de retirer toute l'accusation et d'avouer franchement qu'ils s'étaient trompés. Alors, peut être eussent ils sauvé à leur profit quelques brèches de l'estime publique ; mais ils n'ont pas eu le courage moral de leurs défauts ; ils sont restés fidèles à leur politique tortueuse, et, par un nouveau et indigne subterfuge, ils ont prononcé encore un ajournement. Cette dernière iniquité a été le coup de grâce pour tout ce qui le coup de pied de l'âne, on, si l'on aime mieux, le coup du lapin.

Le *World*, tout à un sentiment de joie fort légitime, se laisse aller à quelques essais de statistique, couronnés par un calembour, heureusement intraduisible en français. Il s'exprime ainsi :

" Les sénateurs de la Californie, du Nevada, du New-Jersey, de New-York, de l'Ohio et de l'Oregon ont voté pour la condamnation, et les votes de ceux du Connecticut sont partagés. Or, les quatre Etats cités sont ouvertement hostiles au radicalisme et si ces citoyens avaient été convenablement représentés à la *Court of Impeachment*, le vote aurait été de trente-quatre contre dix-huit. Le chiffre de 30 au lieu de 19, et le vote pour la condamnation de 24 au lieu de 35. Le parti radical, comme son principal organe dans cette ville, n'aurait que plus à rougir de fausses apparences (*by misrepresentation*). "

Le *Times* est plus jovial encore. Il n'a plus désormais qu'une préoccupation, celle de savoir quel est définitivement le plus grand criminel dont puisse s'enorgueillir la grande république.

" Il n'est pas pour embarrassant, aujourd'hui de savoir au juste quel est le grand criminel américain, le criminel sans second, le criminel incomparable. Depuis assez longtemps, tout le monde savait que c'était Andrew Johnson, sur la tête duquel Beecher et Stevens avaient accumulé tous les crimes imaginables. Mais voilà qu'un beau jour Johnson est primé par Grimes, Grimes le parjure, le traître, le corrupteur. On pouvait enfin espérer tenir le grand criminel demandé, mais, hélas! voici que Fessenden, Trumbull et Henderson sont des rivaux sérieux. Depuis hier, ces trois arch-coupables sont, à leur tour, relégués au second plan par M. Ross, cet exécrable Ross qui, jusqu'à ce jour, passait pour le maître entre les hommes, le plus honorable des criminels, le plus considérable des chrétiens, il n'est aujourd'hui que l'incarnation du damné des scélérats. A qui le tour demain ?

Le *Tribune* est plus triste et moins rédigeur qu'elle ne veut en avoir l'air. Elle annonce comme à plaider le fer dans la plaie et ne fait allusion à la dernière chance à laquelle les ennemis de la Constitution pourraient se raccrocher, que pour proclamer que l'honneur défend de tenter cette chance. Voici ses propres paroles :

" Allons !

" M. Johnson reste à la Maison Blanche. Le filme attire à cet résolument, se judiciairement sans aucun doute, choisi comme l'article qui devait rallier le plus de voix. Loi tombé, tous tombent. Ils peut exister des gens qui estiment juste et prudent d'admettre les sénateurs des Etats reconstruits, et de donner l'appoint de leurs votes au verdict de culpabilité; mais nous ne pouvons leur donner notre assentiment. Il aurait pu être sage d'ajourner l'empêchement jusqu'à ce que ces Etats fussent représentés au Sénat; mais, puisque la proche a été commencé, nous ne pensons pas que de nouveaux sénateurs puissent être admis après l'audition des témoins et la clôture des débats. "

Le *Journal of Commerce* pense que les *managers* se tiendront pour battus et contents, et que la plus vulgaire prudence les engagera à ne pas réveiller le chat qui dort et à ensevelir les dix articles restant dans le plus profond oubli.

La *Chronicle* de Washington sue l'insertune et incurable de ses acteurs MM. Fessenden, Grimes et Trumbull, qu'elle transperce des épithètes les plus meurtrières de la langue anglaise.

(*Courrier des Etats-Unis.*)

Les Gens Mal Elevés.

Le titre que nous venons d'écrire est celui d'un volume tout récemment publié, et dans lequel M. *Arnold de Prémare* peint les plus piquantes études de mœurs contemporaines, d'abord éparpillées au vent du journalisme quotidien. L'ensemble porte le cachet d'une observation très fine ; les détails abondent en traits ingénieux et souvent pleins de vérité. Il y a dans ce livre tous les éléments d'un code du savoir vivre, infiniment plus nécessaire que les traités *ad hoc* ; et plus d'un, parmi ceux qui le liront, pourrait faire son profit des leçons qu'il renferme, si jamais un de nous pouvait concentrer à se reconnaître dans un miroir qui lui mon tre la silhouette d'un homme mal élevé.

M. Arnould Frémy, cependant, nous paraît beaucoup trop absolu quand il prétend nous donner la galerie de ses portraits comme une collection des types généraux de notre société. Il lui est arrivé, sans se rapport, ce qui arrive aux peintres épris d'un coloris spécial on captivés par l'étude exclusive de certains côtés de la physionomie humaine : il a fini par ne plus étudier et ne plus voir tout ce qui l'environne qu'au point de vue particulier dont il se préoccupait. C'est ainsi qu'il en est venu à formuler cette conclusion passablement arbitraire : que le siècle où nous vivons est celui des gens mal élevés.

Pour démontrer cet axiome peu flatteur, l'écrivain prend tour à tour à partie chaque classe, chaque catégorie sociale.

Voici, d'abord, à l'adresse de ceux qui se piquent d'allures démocratiques, et un peu aussi à l'adresse de ceux qui les redoutent outre mesure :

" La démocratie doit être aussi bien élevé, et même beaucoup mieux élevé que l'aristocratie, s'il est possible. Plus une opinion est effrayante par son côté révolutionnaire, plus elle doit être soutenue avec courtoisie et politesse. Il faut que la prudence, la modération, la mesure, la bonne grâce, la politesse du monde, brouillées avec tous les prestiges de l'existence polie ; enfin, tranchons le mot, une opinion de gens mal élevés. " — Quel de plus juste ! Mais il suffit de certains échantillons et de certaines paroles pour entraîner le sentiment public ..."

Plus loin viennent les millionnaires :

" Jusqu'à quantité de millions peut-on se flatter de rester un homme bien élevé? Est-ce jusqu'à dix, neuf, cinq ou quatre ? Est-ce au cinquième million seulement que l'on commence à perdre la tête, que l'on passe à l'état de demi-bien, vivant dans un nuage d'oeufs perpétuel ? Sans contredit, l'archi millionnaire qui conserve la continence, les manières avenantes, la bonne grâce, le mérite que personne, vu cette quantité prodigieuse de valets et de complaisants qui l'assiègent du matin au soir. Un compagnon de Lucullus, un Crésus pareilles, la politesse devienne tout à fait du luxe. "

Les " gens sérieux " ne s'attendaient probablement guère à figurer dans une pareille galerie ; et, à coup sûr, ils ne sont pas, quelques-uns, pour certains, le portrait ne soit ressemblant :

" On rase sous la dénomination générale de *hommes sérieux* les hommes d'Etat, les hommes de science, les ministres du culte, les diplomates, les grands administrateurs, les présidents de conseils généraux, de chemins de fer, de Compagnies industrielles et financières ; enfin et les chefs d'opinion, ceux qu'on appelle les *têtes de parti* : aussi les avocats, les médecins, les écrivains qui, par la solennité de leur réputation et de leur attitude, arrivent à passer au rang d'hommes publics.—On est tout étonné de trouver autant de *mal élevés* dans ces diverses classes. Il faut, en effet, avoir tout juste tant de mérites supérieurs, qui n'impliquent pas toujours, tant s'en faut, la politesse — La vieille morgue hautaine de ceux qu'on appelait jadis les *grands* est souvent remplacée aujourd'hui par l'emphase de l'homme dit *sérieux*, de celui qui passe en vie à se mirer dans sa haute importance administrative, politique, parlementaire, etc. "

Avez-vous la passion des bêtes ? Voici votre disciple :

" Ranger aussi parmi les faits d'incivilité intime la manie des animaux domestiques, que l'on a si souvent de voir vivre, infiniment plus aimés que les sociables et raisonnables : ainsi, les perroquets, les singes, les écureuils, les chats, les chiens de Terre-Neuve, les carlins, les griffons, les *King Charles*, à introduire dans le monde des humains de bonne compagnie. "

Le portrait le plus pur, le plus original, même gros comme le monde du peuple, représente toujours dans la vie une grosse impolitesse :

" Le bureaucrate de l'Etat, si souvent revêche et bourru derrière son grillage,—c'est dit tout autre, cela diminuerait le chiffre de ses appointements à la fin du mois ! "

Le souverain des sources auxquelles il a dansé de suffrage,—droit dont ils ont toujours joui, car ils en jouissaient même alors qu'ils n'étaient que colonies dépendantes de la couronne britannique.

Or, ce droit qu'ils ont toujours possédé sans contexte, ce droit qu'ils se sont réservé et que leur garantit la constitution, de l'avez de tous les partis, on veut le leur enlever, on veut leur ôter, au moyen d'une loi du Congrès, quelque ce soit une matière à laquelle le Congrès n'est pas le droit de toucher ! N'est ce pas une violation de la constitution ? Et le Président n'a-t-il pas eu raison de frapper de son véto, malheureusement impuissant, une loi si clairement contraire aux principes les plus élémentaires du droit public américain ?

C'est aux Etats seuls, individuellement, de s'occuper de cette question et de décider ce que l'intérêt public et l'intérêt de chacun d'eux leur commandent de faire. Le Congrès ne peut agir que dans le cercle d'action qui lui est tracée par la constitution : hors de ces limites — et c'est ici le cas—il commet, en agissant, une usurpation et ses actes sont, en droit, frappés de nullité.

Mais en supposant même que le Congrès eût le droit de traiter la question, la mesure serait encore inconstitutionnelle, comme constituant une législation partielle et partiale. La législation du Congrès doit être générale et s'appliquer également à tous les Etats. Or, ici, la mesure n'atteint exclusivement aux Etats du Sud, quoique la plupart des Etats du Nord et de l'Ouest n'accordent pas le droit de suffrage aux affranchis. Et pourtant, par l'effet de leur acte, ceux-ci deviennent sans inconvénient, puisque le nombre de ces affranchis y est peu considérable